

## Résolution sur la situation en RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

Luxembourg | 8-11 juillet 2017

*L'Assemblée parlementaire de la Francophonie, réunie à Luxembourg (Luxembourg) du 8 au 11 juillet 2017, sur proposition de la Commission politique,*

**RAPPELANT** la *Déclaration sur la situation politique en République démocratique du Congo*, adoptée par la Commission politique de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie, réunie à Addis-Abeba les 10 et 11 avril 2017 ;

**CONDAMNE** fermement les attaques criminelles perpétrées par les milices du défunt chef coutumier Kamuina Nsapu, principalement dans les provinces du Kasai et du Kasai-Central où les affrontements meurtriers auraient causé la mort de plus de 3 000 personnes depuis le début des conflits et affectent près de 2 millions de personnes ;

**CONDAMNE** fermement les exactions et les violations des droits de l'Homme observées dans l'Est du pays, notamment dans la région du Nord-Kivu, en proie à des violences meurtrières depuis plus d'une décennie et qui ont, au cours des derniers mois, causé la mort de près d'une centaine de civils ;

**PREND ACTE** de la nomination de M. Bruno Tshibala au poste de Premier ministre et de la formation de son gouvernement de transition, le 9 mai dernier, composé de 59 membres issus des rangs de l'opposition et de la majorité présidentielle ;

**SE RÉJOUIT** de l'inscription de plus de 32 millions d'électeurs dans 24 provinces du territoire national par la Commission électorale nationale indépendante (CENI) et **SOULIGNE** toutefois le report de l'opération dans les deux provinces du Kasai et du Kasai-Central en raison de l'insécurité qui y prévaut ;

**APPELLE** tous les acteurs politiques et sociaux congolais à s'employer à l'application des mesures prévues dans l'Accord du 31 décembre et à son respect dans la bonne foi pour la tenue d'élections législatives et présidentielle transparentes dans des conditions propices et pacifiques avant la fin de l'année 2017, conformément aux termes convenus par les signataires de l'Accord ;

**RAPPELLE** son soutien à la République démocratique du Congo et sa disponibilité à l'accompagner dans ses activités vers une déescalade du conflit politique et pour une réconciliation et un retour à une vie institutionnelle stabilisée.